

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63061

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Andreas NEEMANN, *Landtag und Politik in der Reaktionszeit. Sachsen 1849/50–1866*, Düsseldorf (Droste Verlag) 2000, 543 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 126).

Malgré l'intérêt croissant suscité par la Saxe depuis 1990, la période de réaction qui a suivi la révolution de 1848–1849 a été négligée par les historiens. La thèse généralement admise, avancée dès le début des années 1860 par Treitschke, est que la politique de réaction menée par Friedrich Ferdinand von Beust a étouffé une vie politique qui s'était vigoureusement affirmée durant la révolution en Saxe. Contrairement à la Prusse où l'opposition libérale du Landtag mène le combat contre les prérogatives royales et à l'Allemagne du Sud où des groupes parlementaires et des «partis» libéraux et démocrates, bien ancrés dans la population, parviennent à exercer une influence sur les gouvernements, la Saxe se caractérise par l'absence de conflits politiques et d'avancée vers la parlementarisation jusqu'en 1866. Andreas Neemann, dans un ouvrage solide et très fouillé, fondé sur un large dépouillement de sources, s'efforce d'expliquer les raisons de ce particularisme saxon tout en apportant des nuances à la thèse communément acceptée.

Le coup d'État de juin 1850 – dissolution du Landtag élu fin 1849 et convocation de l'ancienne diète, annulation des lois adoptées pendant la période révolutionnaire – n'a pas seulement restauré la position des élites traditionnelles dans l'État et au Parlement, mais il a rompu le lien entre État et société en interdisant les associations politiques démocrates et libérales et en contrôlant très étroitement les réunions publiques et la presse. On assiste au retrait de la vie politique des principaux acteurs des années 1840, qui laissent la place à des hommes de moindre envergure, incapables ou ne souhaitant pas exploiter les possibilités restreintes s'offrant au Landtag traditionnel restauré. La domination d'ultra-conservateurs, partisans d'une réaction vigoureuse, à la Première Chambre du Landtag contribue, après une brève période d'opposition, à repousser les députés libéraux et les quelques démocrates de la Seconde Chambre du côté du gouvernement. Le gouvernement s'appuie habilement sur eux pour faire adopter des lois réformatrices (liquidation des droits seigneuriaux et du droit de chasse) qui écartent des conflits potentiels dans les campagnes. Beust mène ensuite une modernisation de la justice et de l'administration en s'appuyant sur une «coalition» de Vieux libéraux et de conservateurs réformateurs contre les ultra-conservateurs. L'auteur souligne qu'il ne s'agit pas d'une coalition organisée, s'appuyant sur des segments de la société saxonne, mais d'un simple regroupement de députés apportant la sanction parlementaire à des compromis directs entre gouvernement et groupes d'intérêts socio-économiques. C'est le cas, en particulier, pour la loi sur l'industrie (*Gewerbegesetz*). Le *Landtag* n'est pas porte-parole de la société saxonne ou acteur du progrès politique, il tient le rôle d'un «notaire» qui enregistre des contrats entre État et société.

Après 1858–1859, l'opposition de gauche, renforcée à partir de 1863, tente de remettre en cause la légitimité du système en s'appuyant sur la question nationale et en réclamant le retour aux fondements juridiques de 1848–1849. Mais, sous l'impulsion de Beust, le gouvernement se montre disposé à pousser à la réforme du Bund, ce qui lui permet, dans le contexte de la crise provoquée par le conflit constitutionnel prussien, de favoriser un rapprochement au moins temporaire des diverses tendances politiques sur la question nationale, coupant ainsi l'herbe sous les pieds d'une opposition potentielle. L'opposition ultra-conservatrice et l'habile politique de consensus du gouvernement expliqueraient ainsi que le *Landtag* ne constitue à aucun moment un contrepoids au gouvernement et cultive une politique concrète de compromis. L'ouvrage décrit en détail les pouvoirs du *Landtag*, ses modalités d'élection et sa représentativité, ainsi que les tractations avec le gouvernement, sans oublier de faire le point sur l'état des organisations politiques et de la presse. L'ouvrage ne manque pas de longueurs inutiles, lassantes pour le lecteur, d'autant que la rareté des conclusions partielles ne permet guère d'en faire l'économie. Plus de concision aurait sans doute permis de mieux mettre en valeur les thèses de l'auteur et aurait donné plus de vigueur à l'ouvrage.

Christian BAECHLER, Strasbourg